

QUEL EST L'ENJEU POUR LE CANADA?

L'évolution du dossier de l'endettement du Tiers monde aura d'énormes répercussions sur l'économie mondiale et par conséquent, sur celle du Canada. Cet impact est à la fois indirect et direct. Compte tenu de l'interdépendance croissante des économies nationales, les perspectives d'améliorations économiques dans les pays de l'OCDE reposent en grande partie sur les progrès des pays débiteurs en développement. L'évolution des uns dépend en effet de celle des autres. Lorsque le poids du service de la dette est tel qu'il en vient à déséquilibrer leur balance des paiements, les pays débiteurs voient leur croissance économique ralentir. Ils ne peuvent plus importer autant de produits en provenance des pays développés, les échanges mondiaux diminuent et la raréfaction des débouchés sur le marché déclenche l'adoption de mesures protectionnistes par les pays de l'OCDE, une politique néfaste tant pour les pays en développement que pour les pays industrialisés dont le Canada. Il s'agit là d'un phénomène important et cumulatif, qui risque d'entraver sérieusement la croissance économique internationale.

En outre, tous les éléments du mécanisme qui assure la stabilité du système international des balances de paiements sont, eux aussi, menacés lorsque les pays débiteurs en développement épuisent dangereusement leurs réserves de devises, puisque ce faisant, ils se ferment l'accès à des emprunts étrangers. De plus, voyant qu'ils ont à verser aux banques et gouvernements des pays de l'OCDE d'énormes sommes qui n'ont aucun effet visible sur le fardeau de leur dette, ces pays risquent de se sentir mis à l'écart du système établi des paiements internationaux, et dans plusieurs cas, d'être tentés de prendre des mesures radicales unilatérales, susceptibles de saper l'ensemble du système.

Les pressions subies par les banques commerciales

Depuis 1982, les banques commerciales ont été soumises à des pressions constantes, dues à l'augmentation régulière de la dette des pays du Tiers monde. Dans le cas des principaux débiteurs comme le Mexique ou l'Argentine, elles sont encore obligées de prêter d'autres fonds pour permettre à ces pays de rembourser les intérêts. En février 1987, le Brésil a suspendu le paiement des intérêts courus sur les prêts consentis par des banques commerciales et sur les crédits commerciaux, et au début de cette même année l'Équateur décidait d'interrompre tout remboursement de sa dette pour le reste de l'année. Par ailleurs, seuls quelques-uns des grands débiteurs, dont le Venezuela, effectuent encore des paiements en remboursement du principal de leurs emprunts.